

Front commun pour sauver l'emploi chez Elf

18/04/99

Employés, syndicalistes, et hommes politiques du Béarn: ils étaient tous unis hier à Pau pour sauver les emplois menacés chez Elf, surtout dans la région

Bravant une pluie battante et glaciale, des milliers de salariés, syndicalistes et élus béarnais ont défilé hier matin dans le centre de Pau (Pyrénées-Atlantiques) pour protester contre la suppression envisagée par Elf de 1 320 postes en deux ans, pour la plupart à Pau.

C'est «un front commun entre tous les élus et tous les salariés pour le maintien de l'emploi en Béarn», a déclaré François Bayrou, président de l'UDF et du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. De nombreux autres élus de toutes tendances politiques, dont le député-maire socialiste de Pau, André Labarrère, et le secrétaire départemental du RPR, Jean Gouguy, ont également défilé discrètement au milieu d'un cortège estimé par la police à 9 000 personnes, à 12 000 par les syndicats.

«Je suis certain que des solutions peuvent être trouvées pour sauver l'emploi et pour qu'Elf soit en position de conquête», a indiqué François Bayrou, précisant toutefois que «tout le monde sait qu'on n'a pas toutes les clés entre les mains».

Au son des pétards et des sirènes et le long de quelque 3,5 kilomètres, les manifestants ont scandé des slogans hostiles au PDG d'Elf, Philippe Jaffré, et faisant allusion à l'affaire Elf, notamment «Jaffré démission, Dumas en prison». Ils demandaient également «de l'argent pour la région, pas pour les fonds de pension» américains, évoquant le poids des ces derniers dans le financement d'entreprises cotées en bourse.

Lors d'une prise de parole, face à la préfecture de Pau, deux porte-parole délégués de l'intersyndicale CFDT-CGT-CGC-CFTC-FO d'Elf et des autres organisations syndicales du département ont fustigé «le libéralisme économique» et interpellé les pouvoirs publics, les accusant de «se dédouaner de leurs responsabilités».

«Il leur appartient de reprendre le contrôle de l'économie et de réorienter l'utilisation des richesses», a affirmé Gérard Brocco (CGT) tandis que Christian Carreras (FO) mettait en garde contre toute tentative de rachat d'Elf par un autre groupe pétrolier.



Le président de l'UDF, François Bayrou et le maire de Pau, André Labarrère dans les rues de la ville malgré la pluie, lors d'une manifestation au cours de laquelle quelque 10 000 personnes ont protesté contre le plan de restructuration d'Elf

1 320 suppressions de postes chez Elf

Un front syndical déterminé s'oppose à la décision annoncée hier par la direction du groupe pétrolier

C'est une baisse de 47 % de ses effectifs en France que la direction d'Elf a annoncé hier avec un projet de suppression de 1 320 postes au sein d'Elf Exploration Production. Ces suppressions de postes, en principe sans licenciement, font partie d'un total de 2 000 dans l'ensemble de la branche exploration-production d'Elf (10 000 salariés, dont 4 400 à Elf-EP).

Dans un «rapport de fin d'études» présenté hier en comité central d'entreprise (CCE), la direction a indiqué qu'elle envisageait, d'ici le 1^{er} janvier 2002, de faire passer les effectifs de la société Elf-EP en France (équivalent temps plein) de 2 820 à 1 500.

Dans les directions techniques de la société, les effectifs passeraient de 1 205 personnes à 865, dans les directions géographiques de 89 à 90 personnes et parmi le personnel de soutien (finances, ressources humaines, informatique, services

généraux) de 1 526 à 545. Les effectifs à Pau passeraient de 2 200 à 1 200 et à Paris de 800 à 300. 180 personnes travaillant à Paris seraient redéployées sur Pau.

La direction d'Elf a assuré qu'elle ferait tout pour que son projet soit «exemplaire au niveau social pour éviter tout licenciement». Selon les syndicats, Elf justifie sa décision par la nécessité de réduire les coûts, faisant état d'un «décalage structurel» de l'entreprise «par rapport à la concurrence», d'un «déficit chronique» et de «la non-compétitivité» de ses tarifs.

Elf «ne peut prouver la pertinence de son plan et les éléments avancés pour dire que nous sommes plus chers que les autres sont insuffisants», déclare un responsable de la CFTC. «Elf-EP appartient à un groupe qui fait 8 milliards de francs (1,22 milliard d'euros) de bénéfices (résultat net courant), auxquels elle contribue par son savoir-faire».

LE PROGRES du 17-04-99